



Alain Blondiaux, Jean-Michel Helvig, Jean-Pierre Le Goff, Pascal Perrineau,  
Philippe Raynaud, Stéphane Rozès, Patrick Savidan, Dominique Schnapper,  
Yves Sintomer, Alain-Gérard Slama et Pierre-Marie Vidal

## Où va notre démocratie ?

Éditions de la Bibliothèque publique d'information

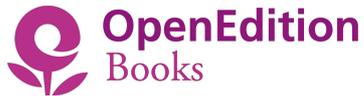
---

# Les transformations de la démocratie radicale

Philippe Raynaud

---

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.764  
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information  
Lieu d'édition : Paris  
Année d'édition : 2008  
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014  
Collection : Paroles en réseau  
EAN électronique : 9782842462024



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

RAYNAUD, Philippe. *Les transformations de la démocratie radicale* In : *Où va notre démocratie ?* [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2008 (généré le 15 mai 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/764>>. ISBN : 9782842462024. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.764>.

---

# Les transformations de la démocratie radicale

Philippe Raynaud\*

Avant d'en venir à mon sujet proprement dit, je voudrais faire deux remarques préliminaires. Nous avons le plaisir d'être sous un portrait de Périclès<sup>1</sup>. Périclès, comme chacun sait, a probablement été le plus grand homme politique de la démocratie athénienne, du moins après la génération des fondateurs. Il est célèbre, notamment, grâce à un magnifique discours<sup>2</sup> qui est rapporté dans *L'Histoire de la guerre du Péloponnèse* de Thucydide, dans lequel il décrit la démocratie athénienne et où il dit en substance : « Nous autres Athéniens, nous sommes libres parce que nous sommes à la fois libres dans notre vie privée – nous vivons chacun comme nous l'entendons –, et au niveau collectif – nous décidons nous-mêmes de ce que nous faisons. C'est ce qui nous distingue non seulement des Barbares, mais des autres Grecs. Nous sommes soumis aux lois, mais c'est nous qui faisons les lois ; et c'est pour cela que notre régime s'appelle démocratie, la démocratie étant le pouvoir de la majorité. » Il avait été envisagé que ce très beau texte soit cité en préambule du projet de Constitution européenne dont on connaît le sort. Cela n'a finalement pas été le cas, car un certain nombre d'autorités ont jugé qu'il n'était pas du tout adapté, notamment parce que l'on s'est aperçu qu'à l'époque athénienne le suffrage universel n'existait pas du fait de l'esclavage, que les femmes ne votaient pas non plus et que le principe majoritaire était trop rude pour s'appliquer pleinement à l'Europe moderne... Ce n'était donc pas bien du tout et ne pouvait pas être un exemple pour les Modernes. Du même Périclès, Thucydide nous dit un petit peu plus loin – quand il en vient au moment où, malheureusement, Périclès meurt – que finalement, durant la période où cet homme politique gouvernait, il était le meilleur à gouverner au nom de la démocratie. C'est pour cela que Thucydide lui-même qui, comme la plupart des penseurs grecs, est modérément démocrate, trouve que Périclès est très bien. Pourquoi est-il le meilleur à gouverner ? Pour la raison que vient de rappeler Dominique Schnapper : l'élection, même dans la Grèce antique, était considérée comme une procédure aristocratique, la seule procédure réellement démocratique étant soit la décision directe par l'assemblée populaire, soit le tirage au sort.

55

Les transformations de la  
démocratie radicale

## Les paradoxes de la démocratie représentative

Ma première remarque est la suivante : à tort ou à raison, les régimes, et j'ai même envie de dire le régime dans lequel nous vivons – dans ce que nous appelons les démocraties représentatives, qui se sont formées à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au travers des révolutions française et américaine notamment – reposent sur des postulats qui sont, d'une certaine manière, contraires aux postulats grecs ou plutôt aux postulats athéniens. Ils en sont du moins très différents parce que, dans les débats que rappelait Dominique Schnapper tout à l'heure, les gens qui défendent la représentation ne défendent pas la démocratie. Le terme « démocratie » ne s'impose comme légitime qu'à partir des années 1830. Dans *Le Fédéraliste*<sup>3</sup>, par exemple, Madison dit que l'erreur des adversaires de la Constitution américaine est qu'ils confondent la république avec la démocratie : « Nous, nous voulons faire une république, nous ne voulons pas faire une démocratie. Ce que nous voulons, c'est une république représentative dans laquelle le pouvoir appartient à des élus. » Pourtant, ces régimes ont

fini par s'appeler « démocraties » pour des raisons qui ne sont pas toutes mauvaises. Nous avons, en effet, fini par nous apercevoir qu'en dernière analyse, le pouvoir que le peuple a d'élire et de réélire implique un tel contrôle sur les gouvernements qu'il est peu probable que ces gouvernements puissent gouverner réellement de manière aristocratique.

Mais ce sur quoi je voudrais insister pour ouvrir mon propos tient à deux choses. D'une part, nos régimes sont traversés depuis toujours par une tension, qui explique d'ailleurs pourquoi ils ne sont jamais totalement stables : ils envoient aux citoyens des injonctions contradictoires. La démocratie moderne suppose, d'autre part, que les citoyens soient des citoyens éclairés, qui s'intéressent aux affaires publiques, votent en recherchant l'intérêt général et pas simplement leur intérêt corporatif, etc. Cette vision suppose un intérêt constant du citoyen pour les affaires publiques. Mais ces régimes reposent aussi sur la délégation de pouvoir à des représentants, qui elle-même correspond, pourrait-on dire, à quelque chose du désir des citoyens modernes. Les citoyens modernes ne s'intéressent que secondairement à la vie politique. Ils s'intéressent d'abord à leurs propres affaires. Benjamin Constant a écrit un texte classique sur cette affaire, [« De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes »](#). Même quand nous ne sommes pas des bourgeois au sens sociologique, nous sommes des bourgeois au sens politique : nous nous intéressons essentiellement à nos plaisirs, à nos intérêts, y compris nos intérêts matériels, à nos passions privées – qui peuvent être plus ou moins sereines, plus ou moins violentes –, à nos amours, à nos enfants, à tout ce que nous voulons. C'est uniquement dans certains cas que nous nous intéressons aux affaires politiques.

La démocratie moderne a été tellement perfectionnée qu'elle a réussi à intégrer des masses très considérables. Elle a réussi à assimiler le suffrage universel, ce que beaucoup considéraient comme difficile au départ. Elle l'a fait notamment grâce aux partis politiques qui sont un phénomène très intéressant de ce point de vue. Les partis permettent en effet d'intégrer un certain nombre de gens qui n'étaient pas encore dans la démocratie ; tant qu'ils étaient puissants, ils ont permis à beaucoup de gens de participer à la chose publique sans s'y investir entièrement, parce que le mécanisme qui fait que nous avons confiance dans un parti a pour effet de réduire considérablement le coût de la participation. Tant qu'il y a des clivages politiques assez clairs, les gens n'ont pas à se demander tout le temps ce qu'ils pensent de tout. Ils se demandent simplement à quel parti va leur préférence et si, dans l'ensemble, ce parti est plus proche de leurs intérêts, de leurs valeurs, etc.

### La démocratie participative selon les gauches radicales

C'est ce dispositif qui est probablement en crise depuis quelques années et qui a été l'objet d'une littérature très abondante en science politique ou en philosophie politique. Je m'y intéresserai par un biais très particulier et limité, qui est l'évolution de l'attitude de ce que l'on appelle en général la gauche radicale, ou la gauche de la gauche, ou la gauche de gauche, ou encore l'extrême gauche et que, dans un livre récent<sup>4</sup>, j'ai proposé, pour des raisons que je ne développerai pas ici, d'appeler l'extrême gauche plu-

rielle. Il s'agit d'un ensemble de courants très hétérogènes. Il comprend en effet des groupes de culture communiste, classiquement bolcheviques, comme les trois groupes trotskistes français, qui sont attachés à la figure classique de la révolution ; mais on y trouve aussi des mouvements de type altermondialiste ou des mouvements de défense des minorités qui, au contraire, s'inscrivent dans ce que j'appellerai la dynamique radicale de la démocratie contemporaine. L'extrême gauche, c'est du moins la thèse que j'ai défendue dans mon livre, hésite actuellement, pour simplifier, entre ces deux traditions. C'est dans ce cadre-là que je souhaite replacer notre sujet et ainsi poser la question suivante : de quoi héritent ces courants quand ils parlent de démocratie participative et que représente ce thème pour ces mouvances, pour ces sensibilités ?

Comment ce thème apparaît-il ? Comme Loïc Blondiaux l'a rappelé tout à l'heure, le sujet est assez récent sous sa forme contemporaine. Il apparaît dans la théorie dans les années soixante-dix et comme expérience politique dans les années quatre-vingt. Les deux expériences les plus significatives du point de vue des extrêmes gauches, qui ont d'ailleurs une valeur très différente, sont latino-américaines. Il s'agit d'abord du budget participatif de Porto Alegre, expérience qui s'est développée entre 1988 et 2004 et jusqu'à l'échec de la coalition de gauche conduite par le Parti des travailleurs (PT). Ce processus était considéré à la fois comme un approfondissement de la démocratie et comme une alternative à la gouvernance libérale. Il s'agit, par ailleurs, d'un cas plus folklorique et moins présent dans le débat français, à savoir les zones libérées du Chiapas grâce aux [troupes zapatistes](#) du sous-commandant Marcos. Ces références sont en général considérées comme positives, mais pas unanimement. En France, dans l'extrême gauche, le courant lambertiste a toujours considéré que tout cela était de l'ordre de la mystification et consistait à faire voter aux gens des budgets de misère : c'était donc très mauvais, il valait mieux défendre les acquis.

Sur ce sujet, je voudrais développer assez brièvement trois points. Le premier point est le suivant : quelles sont, bien avant les années soixante-dix, les sources historiques qui déterminent une attitude critique de la part de la gauche radicale à l'égard de la démocratie représentative ? Cette attitude crée une sorte de cadre intellectuel dans lequel sera pensé, de manière plus ou moins rigoureuse mais nécessaire, ce que l'on appelle la démocratie participative. Pour ce qui concerne le deuxième point, je donnerai quelques indications sur ce que l'on pourrait appeler le contexte stratégique des actions politiques dans lequel le processus intervient. Je proposerai enfin, pour finir, quelques brèves indications sur les perspectives politiques que le thème de la démocratie participative peut ouvrir du point de vue de ces gauches radicales.

### **La démocratie représentative, entre critique marxiste et expérience stalinienne**

Pour ce qui concerne les sources historiques, je crois qu'il faut revenir loin en arrière, à la critique socialiste de la démocratie. Il faut en particulier se pencher sur la critique marxiste ou marxienne, celle que Marx développe déjà dans ses premiers livres, dans *La Question juive*<sup>5</sup>, ou dans les deux

textes de critique de la philosophie de Hegel, et dont il reprend les thèmes dans un de ses derniers ouvrages, consacré à la Commune de Paris. Que signifie la critique marxiste de la démocratie, qui est probablement la synthèse la plus brillante et la plus radicale des critiques socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle ? Elle inclut, je crois, trois composantes.

Elle inclut d'abord une critique de la représentation très présente dans les premiers textes, très proche de la critique rousseauiste : le peuple anglais se croit libre, mais il ne l'est en fait qu'une fois tous les cinq ans lorsqu'il vote pour ses représentants ; le reste du temps, il est soumis, il est même esclave. Cette thèse n'est pas très originale mais elle est très présente. Il y a, deuxièmement, ce que Marx développe dans *La Question juive*, c'est-à-dire ce qu'il appelle « la critique de l'illusion politique ». À l'époque, elle conduit à une critique de la position révolutionnaire de la Révolution française qui consiste à dire que la société bourgeoise enferme le peuple dans une impasse et qui vient de l'illusion que l'émancipation viendra de la politique. Or selon Marx, l'émancipation ne peut venir que de la transformation sociale et non pas simplement de la distribution ou de l'attribution, si large soit-elle, des droits politiques. Il y a enfin, et cela a longtemps été le thème le plus connu, la critique du formalisme libéral, la critique de la liberté et de l'égalité formelles qui dissimuleraient l'inégalité, la servitude, etc.

Dans les premiers moments de développement du socialisme européen, ces critiques semblent s'atténuer progressivement. On pourrait dire que, jusqu'en 1914, il y a une lente intégration du socialisme à la démocratie en Europe. Cette intégration a été explicitement théorisée en Allemagne par Eduard Bernstein, en France et avec des nuances par Jean Jaurès. Elle a été implicitement admise par Karl Kautsky en Allemagne. Nous en sommes à ce point lorsque survient la guerre de 1914. Je vais peut-être choquer certains d'entre vous. Mais ce qui a frappé beaucoup de bons esprits après la guerre, y compris à gauche, c'est le fait que la synthèse du socialisme et de la démocratie a été remise en cause brutalement, non pas simplement par le fascisme italien, mais d'abord par la révolution russe et le bolchevisme. Ce point est très bien développé en France par Marcel Mauss et en Autriche par Hans Kelsen, grand juriste démocrate et d'ailleurs socialiste. La réflexion porte essentiellement sur cette expérience, qui n'est pas la première – il y a déjà eu la Commune de Paris – d'un régime qui veut être radicalement autre chose que le régime de la démocratie bourgeoise. Kelsen, dans un petit livre sur la démocratie<sup>6</sup>, explique très bien deux choses. Prenons en premier lieu la démocratie soviétique telle qu'elle se présente encore dans les années vingt. Le parti unique n'est alors pas totalement stabilisé, il n'y a pas non plus la fameuse [Constitution stalinienne](#) et c'est encore le régime des conseils ouvriers qui prédomine. La présentation explicite du régime russe est la suivante : il s'agit d'une démocratie directe qui est étendue, non seulement à la politique, mais aussi à toutes les sphères de la vie sociale et pas simplement à la sphère nationale. En fait, comme le montre très bien Kelsen, ce régime ne peut, dans le meilleur des cas, être compris que de deux manières : soit il se caractérise par une multiplication des instances représentatives dont l'unité se construit d'une manière qui n'est pas essentiellement différente

des régimes représentatifs classiques, soit, et c'est probablement le cas, ce qui fait réellement l'unité du régime ne tient pas aux procédures démocratiques, mais aux buts sociaux poursuivis par le régime. Autrement dit, il y a une absorption de la démocratie dans ces buts sociaux, qui est d'ailleurs le vrai ressort de ce qui a été le destin du régime soviétique, à savoir la dictature du parti.

Le problème classique de la culture d'extrême gauche réside dans la question suivante : comment retrouver la pureté originelle de la démocratie soviétique ? Je n'ai pas le temps d'en faire l'histoire, cela nous emmènerait très loin. Nous pouvons néanmoins dire qu'il y a toujours eu une oscillation entre deux critiques du régime soviétique. Disons, pour simplifier, qu'il y a d'abord celle que développait Trotski, qui a certes regretté la fin de la démocratie soviétique, mais qui a aussi et surtout déploré le caractère insuffisamment engagé, militant et mondialement révolutionnaire de la direction soviétique, si bien que la tâche principale était de recréer une direction révolutionnaire. D'un autre côté, d'autres courants, assez nombreux et assez intéressants, ont essayé de développer l'idée que ce qui était vraiment pertinent dans cette histoire reposait sur l'idée d'une alternative à la représentation et à la société bourgeoise. Or, ce que nous voyons très bien dans l'histoire de ces courants est que tous les grands auteurs qui ont développé cette idée ont abandonné le marxisme et ont rompu avec le modèle de la Révolution russe, y compris Cornélius Castoriadis, le plus radical d'entre eux. Pour certains, comme Claude Lefort en France, ils ont fini par se rallier purement et simplement à la démocratie au sens de tout un chacun, c'est-à-dire à la démocratie représentative. Parmi les auteurs qui ont théorisé à la fois l'expérience des conseils et la démocratie participative, il ne faut pas oublier Hannah Arendt, qui a la grande réputation d'être une théoricienne des conseils ouvriers. Mais nous oublions toujours que, dans le livre où on trouve cet éloge des conseils – c'est-à-dire *On Revolution*<sup>7</sup>, son livre sur la Révolution qui est consacré pour l'essentiel aux Révolutions américaine et française –, elle dit que la Révolution française a échoué parce qu'elle s'était centrée sur la question sociale, insoluble par des processus politiques. Il faut donc exclure cette question de la véritable politique. Aussi, d'une certaine manière, elle nous offre un parcours historique de cette critique radicale de la démocratie représentative. Elle part de la critique de l'illusion politique pour aboutir à l'idée que ce qui était intéressant était bien la politique.

### Les transformations actuelles de la réflexion de la gauche radicale

Que se passe-t-il dans ces milieux depuis une vingtaine d'années et quelles sont les perspectives qui sont ouvertes ? Je vous propose d'abord quelques réflexions sur le contexte stratégique. Je pense que les réflexions de la gauche de la gauche sont commandées essentiellement par deux choses : c'est-à-dire les luttes politiques – ou si vous préférez, la lutte des classes –, et l'infrastructure économique, l'évolution de la société bourgeoise.

Les luttes politiques concernent une période assez longue : entre les années quatre-vingt et le milieu des années quatre-vingt-dix. Les discours

de la radicalité critique et de la critique sociale radicale y sont en déclin, au moins sous la forme traditionnelle du discours de la lutte des classes. Cela s'est traduit, non pas par la disparition de toute radicalité, mais par une inflexion très intéressante qui est allée de la problématique de la lutte des classes à la problématique de l'exclusion. Il y a un moment très significatif en la matière, celui de la rencontre entre deux personnalités éminentes et aujourd'hui disparues, qui étaient l'abbé Pierre et Pierre Bourdieu. Dans un livre dont certains d'entre vous se souviennent peut-être, *Mythologies* de Roland Barthes<sup>8</sup>, l'abbé Pierre était décrit comme le gadget ou l'alibi de la société bourgeoise, humanitaire, etc. Lorsque le fondateur d'Emmaüs rencontre le grand penseur de la grande critique sociale, cela marque un changement d'époque. Nous sommes en effet passés de cette idée d'une transformation sociale appuyée sur les grandes masses ouvrières, la défense des intérêts des salariés, à la problématique dans laquelle ce qu'il fallait faire consistait à intégrer les exclus qui étaient à la fois les exclus de la croissance économique et les exclus de la culture héritée de l'ordre familial.

C'est de cette manière-là que les revendications de la culture démocratique contemporaine se sont fait un chemin à travers des courants qui, à l'origine, étaient des courants qui voulaient détruire la société bourgeoise. D'une certaine manière, ils se sont adaptés assez puissamment à son évolution. C'est très significatif pour la manière dont on voit la démocratie. C'est le moment durant lequel, dans l'ensemble de la gauche, et même dans l'extrême gauche, la vieille culture de la souveraineté et de la volonté politique commence à décliner au profit de la culture de la défense des minorités et de la défense des droits. Cela entraîne, par exemple, une transformation très remarquable du rapport de la gauche et de l'extrême gauche aux revendications de droits, y compris à l'action des juridictions. Il y a pour moi une chose très symbolique dans cela. Aussi bien aux États-Unis qu'en France, autrefois ceux qui étaient pour les juridictions constitutionnelles et pour ce genre de projets étaient les conservateurs, car comme le disait Franklin D. Roosevelt, dans la Constitution américaine, la Cour suprême, le Sénat et les représentants sont les chevaux de la Constitution, mais le cocher, c'est le peuple américain. En France, on parlait d'orthodoxie républicaine, qui interdisait par exemple le contrôle de constitutionnalité. Aujourd'hui, nous sommes dans un système où, au contraire, même les plus radicaux admettent, par exemple, que les juridictions constituent le moyen de pallier les défaillances de la politique et de la représentation. Regardez la manière dont les syndicalistes font de plus en plus appel aux tribunaux et au droit du travail, non seulement contre les décisions patronales, mais éventuellement dans le cadre des accords de branches, les négociations, etc.

Nous avons une transformation assez profonde dans laquelle – je voudrais insister sur cet aspect – les thèmes de la démocratie radicale se sont coupés des vieilles problématiques rousseauistes qui étaient celles de la souveraineté populaire. Une chose est d'ailleurs tout à fait remarquable dans la démocratie radicale d'aujourd'hui et la demande de démocratie participative, c'est le fait que l'extension du domaine du référendum reste tout à fait marginale : on trouve nécessaire de faire participer le

peuple à des décisions locales, mais on pense aussi qu'il ne faut pas trop lui demander son avis sur des questions où il pourrait avoir une opinion dangereuse. Nous avons aujourd'hui une démocratie radicale qui n'a pas forcément une sympathie aussi considérable pour le peuple que Loïc Blondiaux le disait tout à l'heure. C'est pour cela d'ailleurs que je n'ai pas pour le livre de Rancière<sup>9</sup> l'admiration que Loïc Blondiaux semble avoir (il me semble du reste que Jacques Rancière a inventé un fantôme qui est la haine de la démocratie, dont j'aimerais bien qu'il désigne les représentants). La première transformation est donc la transformation des revendications et du type de mouvements sociaux.

La deuxième évolution concerne les transformations de la société bourgeoise, c'est-à-dire les transformations du capitalisme. Il évolue du capitalisme hiérarchisé, fordiste – avec l'entreprise taylorienne, l'ouvrier de masse – pour aboutir au réseau, au marché, au capitalisme financier, etc. Ce changement entraîne une modification de l'ensemble des forces politiques. Je ne connais pas sur ce point de meilleure analyse que celle que je vais vous citer, due à l'un des plus intelligents militants de la gauche radicale française, [Christophe Aguiton](#). Il écrit ceci, que je trouve très juste :

« L'ancien paradigme valorisait l'entreprise taylorienne et les structures hiérarchiques et offrait comme horizon, à la démocratie, la représentation parlementaire et la délégation de pouvoir ou la pyramide des soviets ou des conseils. Le paradigme qui émerge en cette phase de mondialisation met en avant l'autonomie, la flexibilité, le fonctionnement par projet et valorise le fonctionnement en réseau et la prise de décision au consensus. »

61

Les transformations de la  
démocratie radicale

Je ne connais pas, aussi brièvement dit, de description plus juste du rapport entre les nouvelles revendications et les transformations de notre société.

Nous n'avons pas le temps d'en parler. Mais l'extrême gauche est souvent plus deleuzienne que marxiste. Beaucoup de ses représentants pourraient reprendre à leur compte la formule d'un philosophe paramarxiste, John Holloway, qui a écrit un livre célèbre dont le titre est tout un programme : *Change The World Without Taking Power*<sup>10</sup>. Le but n'est plus *to take power*.

### Les perspectives de la démocratie participative dans la gauche radicale

Quelles sont, dans ce cas-là, les perspectives politiques dans lesquelles s'inscrit, du point de vue de la gauche radicale, l'émergence des thèmes de la démocratie participative ? J'en vois principalement trois. Comme je suis obligé d'aller très vite, je suis contraint d'être un peu brutal dans mes formulations.

Première possibilité : l'extrême gauche est incarnée sous des formes différentes par les organisations trotskistes : sous la forme branchée et souriante par Olivier Besancenot, de façon plus austère par Daniel

Gluckstein. Cela se résume, pardonnez ma brutalité, au radotage « conseiliste ». Autrement dit, d'une manière ou d'une autre, nous est ressortie l'utopie de la combinaison du gouvernement des soviets, de la pyramide des soviets, avec la planification à la fois centralisée et démocratique : on nous dit à nouveau que tout ira bien une fois que nous en aurons fini avec le règne du profit et avec la séparation des citoyens et des représentants. Pour la LCR, la meilleure critique de cette position peut être trouvée dans un excellent petit livre du sénateur Henri Weber<sup>11</sup>, qui sait de quoi il parle. Il s'appelle *Lettre recommandée au facteur*<sup>12</sup>, et cette lettre recommandée est hautement recommandable.

Il y a deux autres voies, dont une que j'appellerai l'utopie modernisée. Les meilleurs représentants en sont sans doute les philosophes – italien pour l'un, et américain pour l'autre – Toni Negri et Michael Hart, notamment dans l'ouvrage *Multitudes*<sup>13</sup>. Ils donnent un programme de reconstruction de la politique à partir d'une interprétation révolutionnaire des nouvelles tendances. C'est une utopie très intéressante, dont j'avoue ne pas très bien me représenter ce qu'elle donnerait, notamment parce qu'elle repose – selon les formules de Negri lui-même – sur la synthèse entre Madison et Lénine. La synthèse de Negri consiste à défendre des revendications qui reproduisent à l'échelle planétaire des structures de la Constitution américaine. Il s'agit finalement d'étendre la démocratie madisonienne à la planète entière pour contrer l'action des États-Unis eux-mêmes.

Reste la troisième possibilité. Elle est beaucoup moins exaltante, mais elle me paraît la plus probable. Il s'agit de l'intégration, comme cela s'est toujours produit, des revendications révolutionnaires dans la société bourgeoise par de nouvelles pratiques réformistes, dont l'exemple le plus typique est, après tout, ce qui s'est réalisé au Brésil. La lente assimilation du PT au système politique en place et la conversion du président Lula sont en effet de bonnes illustrations de ce phénomène. Cette assimilation se produit d'une certaine manière tous les jours au Mexique, dans le Chiapas du sous-commandant Marcos : après tout, les zones libérées renvoient simplement à un système particulier de contre-pouvoirs à l'intérieur du régime mexicain. Tout cela évidemment n'est pas extrêmement exaltant. Les exemples qu'a cités Loïc Blondiaux tout à l'heure sont d'ailleurs des exemples qui existent souvent dans des démocraties assez pacifiées, dans lesquelles le respect de la loi est très fort et dans lesquelles il n'y a rien d'équivalent à la vieille culture révolutionnaire française. C'est le cas du Danemark et même du Québec. Je pense que nous n'y sommes pas encore en France. Mais enfin, tous les espoirs sont permis.

## Notes

<sup>11</sup> Professeur de science politique à l'université Paris II – Panthéon-Assas. Voir sa [page de présentation](#) sur le site de l'EHES.

<sup>12</sup> Projection sur écran de la [couverture du programme du colloque représentant un buste de Périclès](#)©BnF.

<sup>13</sup> Thucydide, *L'Histoire de la guerre du Péloponnèse*, II, 37 (Oraison funèbre prononcée par Périclès).

<sup>14</sup> HAMILTON, Alexander, JAY, John et MADISON, James, *Le Fédéraliste*, 1787-1788 ; Paris, Économica, 1988. Il s'agit d'un ensemble de 85 articles publiés entre 1787 et 1788 dans plusieurs

- États américains afin d'expliquer ce qu'était la nouvelle Constitution des États-Unis. ↗
4. RAYNAUD, Philippe, *L'Extrême gauche plurielle : Entre démocratie radicale et révolution*, Paris, Éditions Autrement, 2006. ↗
  5. MARX, Karl, *La Question juive*, 1843 ; Paris, La Fabrique Éditions, 2006. ↗
  6. Kelsen, Hans, *La Démocratie, sa nature, sa valeur*, 1929 ; Paris, Dalloz, 2004. ↗
  7. ARENDT, Hannah, *On revolution*, 1961 ; *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1985. ↗
  8. BARTHES, Roland, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957 ; Seuil, 2002. ↗
  9. *La Haine de la démocratie, op. cit.* ↗
  10. HOLLOWAY, John, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Paris, Syllepse, 2008. Voir aussi HOLLOWAY, John, « Can we change the world without taking power ? », article disponible sur Internet [en anglais](#) ou [traduit en français](#). ↗
  11. Henri Weber, désormais socialiste, a été l'un des cofondateurs de la LCR. ↗
  12. WEBER, Henri, *Lettre recommandée au facteur*, Paris, Seuil, 2004. ↗
  13. HART, Michael et NEGRI, Antonio, *Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004 ; 10/18 (Poche), 2006. ↗